

COMPTE-RENDU
Réunion du Conseil municipal
du 12 octobre 2009

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES
Secrétariat Général

Les Membres du Conseil en exercice étaient présents à l'exception de : Hafed BEJAOUI (procuration à Pierre-Marie CHARVOZ), Hervé BOTTINO (procuration à Philippe ROLLET)

Secrétaire de séance : Patrick LESEURRE

Diffusion : conseil municipal, services municipaux, presse.

VŒU RELATIF A LA SITUATION DE L'USINE RIO TINTO ALCAN DE SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE

Dans le contexte économique difficile dans lequel se trouve la vallée de la Maurienne et qui a fait l'objet de délibérations prises par le Syndicat du Pays de Maurienne et la Communauté de communes Cœur de Maurienne, ainsi que les débats lors de la dernière séance de conseil municipal de Saint-Jean-de-Maurienne, la situation de l'usine Rio Tinto Alcan est particulièrement préoccupante et de nature à mobiliser de façon particulière les élus de Saint-Jean-de-Maurienne.

A ce titre, Monsieur le Maire a souhaité réunir un conseil municipal extraordinaire, déplacé salle polyvalente des Chaudannes pour accueillir la population dans des conditions satisfaisantes. Bien qu'ayant un caractère particulier il rappelle que c'est une séance de conseil municipal à laquelle s'applique le règlement habituel. La parole sera donnée au public en fin de séance dès lors que le conseil aura délibéré et que la séance sera levée.

Il demande au conseil d'approuver le principe du conseil municipal extraordinaire.

Approuvé à l'unanimité.

Monsieur le Maire a rappelé que cette usine, datant de 1907, dont on a fêté le centenaire en 2007, emploie aujourd'hui 603 personnes à l'usine et 130 au LRF et reste le deuxième employeur de Savoie, pour un chiffre d'affaires d'environ 450 millions d'euros par an. Cette usine est le poumon industriel de Saint-Jean-de-Maurienne et de la vallée de la Maurienne ; en plus de l'emploi direct il existe un réseau de sous-traitants pour environ 300/350 emplois. Il y a un poids considérable en matière de recettes fiscales, notamment 2,4 millions d'euros pour le Département, 3,6 millions d'euros pour la Communauté de communes Cœur de Maurienne (pour la part concernant Saint-Jean-de-Maurienne).

Cette usine, qui appartenait à Pechiney, a été rachetée en 2003 par Alcan puis en 2007 par Rio Tinto Alcan

- production : 135 000 tonnes mais on prévoyait 250 000 tonnes

Elle a réalisé environ 450 millions d'euros de résultat depuis 2004.

Arrêt brutal de ce résultat fin 2008 avec la crise et la chute du LME.

C'est dans ce contexte que Rio Tinto Alcan annonçait le 20 janvier 2009 une réduction assez sensible de sa production (environ 11 %) et la suppression de 1 100 postes à l'échelle mondiale avec des fermetures d'usines notamment au Québec et en Angleterre.

Quels commentaires pouvons-nous faire en ce qui concerne l'usine de Saint-Jean-de-Maurienne ?

Le LME a chuté depuis le début de l'année de 43 % environ ; nous avons connu et nous connaissons aujourd'hui une remontée artificielle des cours parce qu'en raison des cours très bas du LME, beaucoup ont stocké l'aluminium pour le revendre dès la remontée des cours, c'est une hausse artificielle qui est liée à des effets spéculatifs.

Pour Saint-Jean-de-Maurienne, les pertes cumulées de janvier à mai s'élèvent à 27 millions de dollars, les pertes prévisionnelles sont de 55 millions de dollars pour fin 2009 et 100 millions pour l'année 2010. On peut d'ores et déjà dire que le schéma initial qui prévoyait que le tarif de l'électricité garantissait un résultat positif jusqu'en 2012 et laissait le temps de réfléchir à l'après, a imposé brutalement. Il faut savoir que dans l'ensemble « Rio Tinto »,

c'est l'aluminium qui perd le plus, dans l'aluminium, c'est l'Europe qui perd le plus et qu'en Europe, c'est Saint-Jean-de-Maurienne qui perd le plus. Le groupe a donc pris les mesures suivantes à la mi février :

- arrêt de la série F
- arrêt de 15 cuves de la série G
- production : 97 000 tonnes au lieu de 135 000
- suppression de 65 emplois intérimaires, 25 départs naturels non remplacés (soit environ 90 emplois).

Cette réduction de production permet d'épargner de l'énergie au titre du contrat actuel, à peu près 1 semaine à 1,5 semaine qui sera reportée après 2012. A priori, il n'y a pas de menace de transfert du LRF sur le Québec.

- arrêt brutal de la collaboration avec les sous-traitants.

Quels commentaires pouvons-nous faire aujourd'hui de la situation ? Monsieur le Maire tire la sonnette d'alarme depuis plusieurs années. On peut dire que depuis 2004, l'investissement a été limité uniquement à la maintenance et aucun investissement n'a été fait sur le développement de l'avenir, c'est-à-dire la modernisation du site, l'aluminium est une activité cyclique et il convient de rappeler aux dirigeants de Rio Tinto que cette crise n'est pas la pire que l'on ait connue puisque des alertes avaient déjà eu lieu en 1986 et 1993. A l'époque, Péchiney avait aussi arrêté des cuves mais les avait redémarrées très rapidement, sachant qu'à l'époque et notamment en 1993, le LME était descendu au-dessous des 1 000 dollars alors qu'aujourd'hui, au pire de la crise il était à 1 350 ou 1 380 dollars. On peut regretter l'arrêt brutal d'Etendard, qui avait été soutenu par tous, de l'intérieur comme de l'extérieur ; si on avait investi dans le cadre du projet Etendard, nous aurions aujourd'hui une usine compétitive. Le problème de l'énergie reste entier. Aujourd'hui, plusieurs possibilités s'offrent au groupe RTA qui, dans le cadre d'Exeltium, dont on sait que l'alimentation pourrait être assurée jusqu'en 2016, affecté à Saint-Jean-de-Maurienne, mais même si nous avons des volumes, nous ne sommes pas dans des conditions satisfaisantes pour le prix, il n'est donc pas exclu qu'il y ait d'autres partenariats de ce type qui se mettent en place notamment Exeltium 2. RTA, demandeur de concessions électriques notamment sur Bissorte, discussion en cours sur le contrat nucléaire de Saint-Jean-de-Maurienne.

Les élus, notamment Michel BOUVARD, Christian ROCHETTE, Hervé GAYMARD, Jean-Pierre VIAL et Thierry REPENTIN et Pierre-Marie CHARVOZ ont eu l'occasion, lors de leur visite chez Monsieur le Ministre de l'industrie, Christian ESTROSI, d'attirer son attention sur l'ensemble de ces aspects, notamment sur le problème énergétique. Les discussions sont en cours.

Après l'arrêt d'Etendard, nous avons eu, à grand renfort de publicité, la mise en place de la plateforme mondiale de recherche électrolyse. Dans le même temps, les AP 50 partaient au Canada. Au même moment, le groupe avait prévu 40 cuves expérimentales, notamment sur les cathodes drainées et 40 cuves sur les caissons à récupération de chaleur. Il faut noter qu'aujourd'hui, sur les 80 cuves prévues, 2 seulement sont en place.

Sur la démarche de développement industriel régional annoncée par Rio Tinto Alcan, certains sous-traitants ont été surpris d'apprendre que cela existait, aujourd'hui, certains dénoncent les méthodes, 7 sous-traitants se trouvent dans une situation dramatique et notamment ceux qui avaient fait des investissements pour obtenir des contrats avec Rio Tinto.

En résumé, on peut dire qu'aucun projet ne peut réussir si certaines conditions ne sont pas réunies, notamment un redéploiement industriel vers plus de valeur ajoutée, vers de nouveaux produits, la modernisation, les investissements de capacité comme cela se pratique dans toutes les usines d'aluminium et il convient de rappeler qu'avoir de l'énergie à bon prix n'est qu'une condition qui vient après.

Aujourd'hui, nous espérons que Rio Tinto Alcan est dans cette logique de préparation de l'avenir, nous souhaitons, nous demandons que RTA affiche clairement ses ambitions pour le site de Saint-Jean-de-Maurienne avec un vrai projet crédible, assurant un avenir à long terme, projet privilégiant les productions à forte valeur ajoutée, un plan d'économie d'énergie, modernisation du site, partenariat avec les entreprises sous-traitantes. Une piste est souvent évoquée, celle du fil. Saturé à court terme, le marché du fil pourrait offrir des opportunités pour Saint-Jean-de-Maurienne avec les arrêts possibles, qu'ils soient définitifs ou partiels, de plusieurs concurrents, suite à la conjoncture, notamment en Europe de l'Est. Le redressement des performances de l'usine est nécessaire à court terme pour préserver l'opportunité d'engagements lourds, pour assurer la pérennité du site, en allant au fond des choses, c'est-à-dire en ne se basant pas simplement sur des ratios homme/tonnes produites, défavorables à Saint-Jean-de-Maurienne, mais en étudiant les spécificités, les modes de fonctionnement de tous les établissements.

Il faut rappeler également que LRF et usine sont indissociables. Les efforts doivent donc tous converger pour faire croître les 2 structures. RTA a une dette envers Saint-Jean-de-Maurienne et la Maurienne. Saint-Jean-de-Maurienne et la Maurienne attendent aujourd'hui des engagements.